

en Palestine et contre les projets sionistes. L'EFU joua son rôle de rassembleur de toutes les femmes arabes pour la défense de la cause palestinienne et pour la défense de la paix dans le monde. Ce combat pour la cause nationaliste arabe, dans la reconnaissance du mouvement féministe égyptien comme initiateur, s'est prolongé un temps, au niveau politique et organisationnel, par la constitution d'un féminisme panarabe qui a vite éprouvé ses limites mais au creuset duquel puisent aujourd'hui les différents mouvements féministes arabes dans le respect mutuel de leurs spécificités historiques.

L'antériorité des Égyptiennes dans les combats de ce siècle, leur rôle primordial dans la construction d'une citoyenneté et dans la mise en place des institutions de l'État moderne, sont autant d'éléments qui plaident en faveur d'une implication totale du féminisme égyptien dans la naissance de la nation moderne et son engagement par rapport à la société civile. Le mouvement féministe égyptien n'est donc pas un avatar du colonialisme et le discours sur la condition et les droits des femmes n'emprunte pas aux discours féministes occidentaux. Le féminisme égyptien est historiquement indépendant et spécifique par sa prise en charge des luttes, simultanément contre le patriarcat local et contre la domination coloniale anglaise. Si les femmes de la haute société sont devenues féministes et ont pris de plus en plus part aux luttes nationalistes préparant la révolution de 1919, aidant ainsi à la formation d'une culture de « genre » étendue aux classes moyennes, c'est qu'elles considéraient que toutes les femmes devaient se sentir doublement concernées par la récupération de leur identité et de leurs droits et par le combat à mener contre les diverses formes d'exercice de l'autorité et de la domination du patriarcat égyptien. Cet ouvrage bouleverse deux types de conception habituellement admises dans le domaine de la sociologie historique, à savoir l'opposition irréductible entre féminisme et islam, et l'idée que le féminisme serait un mouvement typiquement occidental. Cette recherche novatrice apporte la preuve qu'un fort et puissant mouvement féministe est bien né en Égypte à la fin du XIX^e siècle, porteur d'une réflexion féconde sur la notion de « genre », qui a largement influencé les discours nationaliste, islamique et impérialiste et qui fut un modèle fondateur pour le féminisme arabe des années postérieures.

Mireille PARIS

(CNRS / IREMAM, Aix-en-Provence)

Diane SINGERMAN, *Avenues of Participation — Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo*. Princeton University Press, Princeton, 1995. xviii + 335 p.

Diane Singerman a mené en 1985-1986 une enquête dans des quartiers du centre ancien du Caire. Elle y a vécu dans une famille, en observatrice participante portant une attention respectueuse et minutieuse, rarement mise en défaut, aux pratiques et comportements ordinaires des habitants dont son livre offre un inventaire original, et précieux. Il en répertorie les virtuosités quotidiennes : un art consommé du contournement ou du détournement, et la

capacité de se protéger du système institutionnel, de lui échapper, ou, au contraire, de l'exploiter, y compris à travers ses déficiences, ou encore de corriger celles-ci, ou de pallier les carences de l'État.

Diane Singerman allie sensibilité anthropologique et réflexion politologique. La question de la participation politique populaire, qui donne son titre au livre, y occupe une place importante. Elle y est discutée abondamment et à plusieurs reprises : Diane Singerman prend position dans le débat qui se développait depuis plusieurs années lorsqu'elle étudiait son terrain. Le point de vue qu'elle illustre, et qui fait désormais l'objet d'un large accord dans la communauté des politologues, étend la notion de participation à la vie associative et aux divers types de liens sociaux. Il refuse donc une conception qui la circonscrit à l'exercice du droit de vote et aux relations avec les institutions « classiques », conception d'autant plus réductrice, quand elle s'applique à des États autoritaires comme l'Égypte, que, en les évacuant du champ de l'analyse, elle exclut en quelque sorte une seconde fois la masse d'hommes et de femmes qui sont tenus à l'écart de la « scène » politique.

Avenues of Participation est organisé autour de quelques thèmes majeurs. D'abord la famille. Elle est la base sur laquelle se construisent la solidarité et le sentiment d'appartenance, et à partir d'elle se tissent et se déploient les stratégies collectives et les réseaux de relations et de connaissances, parents, voisins, collègues... Dans chaque maison, on trouve un trousseau en cours de constitution : le mariage est au centre des stratégies de reproduction de la famille. Les frais qu'il implique en font « un cauchemar économique ». On épargne, on émigre afin de pouvoir se marier, afin de marier ses filles.

L'auteur traite des réseaux mobilisés pour trouver un emploi et le garder, pour se loger, pour émigrer, pour assurer aux enfants une instruction convenable, et plus encore un diplôme, clé de l'entrée à l'Université et de l'obtention d'un poste dans le secteur public, duquel on continue d'attendre qu'il garantisse un revenu régulier, même extrêmement modique, tandis qu'un second dans le privé, éventuellement complété par un troisième, sera le véritable gagnepain. On recourt également aux réseaux pour avoir accès aux denrées alimentaires subventionnées, au crédit, à l'épargne, ou pour organiser ceux-ci, grâce à une sorte de tontine. Et pour se faire entendre des agents de l'administration.

Les deux tiers des habitants des quartiers étudiés tirent au moins une partie de leur subsistance d'activités échappant à un titre ou un autre à la réglementation et au contrôle de l'État. À partir des données recueillies grâce à sa fréquentation patiente du terrain (et à des modes d'observation eux-mêmes informels), Diane Singerman présente une analyse approfondie de ce domaine « informel », qui par définition échappe aux recensements et se dérobe aux questionnaires. Elle montre qu'il est *complémentaire* du secteur formel. Elle montre aussi comment, dans les relations de travail, salariés et patrons savent jouer *sur les deux tableaux* : en invoquant tantôt le système légal, tantôt des traditions et usages en vigueur, tandis que de leur côté les institutions officielles appliquent sélectivement la législation, qui « règle tant d'aspects de la vie quotidienne populaire [qu']il est difficile de ne pas lui désobéir ».

Enfin, Diane Singerman développe une idée qui s'avère centrale. Aujourd'hui en Égypte, où il subventionne les denrées alimentaires de première nécessité, l'État ne saurait renoncer

à son rôle de distributeur de biens et de services, même s'il contredit en cela la libéralisation économique qu'il n'a cessé de promouvoir depuis le milieu des années soixante-dix. En effet, il maintient sa légitimité en garantissant leur statut de consommateurs-minimum aux citoyens ordinaires, à qui l'expérience montre qu'il serait dangereux de participer directement au jeu politique officiel, dont ils sont exclus. Ils acceptent ainsi de limiter leur participation. Le « contrat social » qui est censé lier le gouvernement et le peuple est en fait un *marché*, négocié par l'un et l'autre en fonction de leurs intérêts.

Dans ce contexte, les « organisations volontaires privées » jouent un rôle important, en assurant le fonctionnement de centres de soins, de crèches, en dispensant des formations professionnelles, des cours d'alphabétisation. L'État n'exerce sur elles qu'un contrôle, les gérer directement serait trop onéreux. À l'époque où Diane Singerman menait son enquête, ces organisations ne sollicitaient pas encore l'attention des chercheurs en sciences sociales comme elles l'ont fait ensuite. Diane Singerman note comment des fondations islamiques, voire islamistes, ont su s'insérer dans de telles structures et, en s'inscrivant dans une tradition caritative explicitement musulmane, mettre en place de multiples formes d'assistance sociale et, par ce biais, un encadrement idéologique.

La lecture d'*Avenues of Participation* a quelque chose de roboratif, le tableau que ce livre dresse de la ténacité et de l'inépuisable capacité d'initiative du peuple cairote est un antidote au catastrophisme qui a souvent prévalu dans les études portant sur l'Égypte contemporaine, et spécialement sur le devenir de sa capitale. Mais, parmi « les voies de la participation », il y a également des impasses, comme on l'observe en particulier à propos des stratégies concernant l'école, qui sont analysées méthodiquement. Le système scolaire égyptien est dégradé à l'extrême. Et les leçons particulières se sont généralisées : elles sont pour les enseignants le nécessaire complément d'un salaire dérisoire, et pour les parents le prix à payer pour que leurs enfants aient un niveau satisfaisant — il s'agit surtout, et Diane Singerman l'explique sans doute insuffisamment, d'un tribut à acquitter pour réussir à un examen quasi-sacralisé, indépendamment de la qualification qu'il est censé sanctionner. Comme dans d'autres situations, l'institution et les usagers se rencontrent pour faire fonctionner le système, mais dans ce cas, on dirait une machine dévorante qui tourne à vide.

Jean-Charles DEPAULE
(CNRS, Aix-en-Provence)

Raphael ISRAELI, (assisté de Lyn GORMAN), *Islam in China. A Critical Bibliography*. Greenwood Press (« Bibliographies and Indexes in Religious Studies », n° 29), Westport (Connect., USA) & Londres, 1994. XVIII + 172 p. (index).

L'alliance de ces deux termes, « Islam » et « Chine », soulève en général étonnement et intérêt. Dans le flot des publications consacrées au sujet, le pire l'emportant, par le nombre, sur le meilleur, on ne peut, *a priori*, qu'accueillir favorablement une bibliographie qui se veut « critique » et qui couvre, selon son avant-propos, quelque quatre cents travaux.